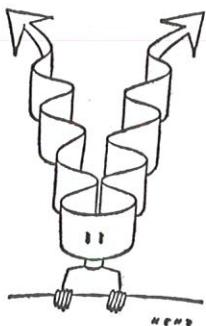


La politique économique du gouvernement de Front populaire (1936-1938)



1. Une situation de l'emploi très dégradée.
2. Une machine économique qui tourne au ralenti.
3. L'axe central de la politique économique de Léon Blum.
4. La question de la dévaluation.
5. Budget et politique économique.
6. La relance de la production stoppée.
7. Les quarante heures ou la mauvaise volonté patronale.
8. Le handicap dû à l'absence de réformes de structures.
9. Les contradictions d'une politique.

dérapables qu'ont connu des pays comme l'Angleterre ou l'Allemagne.

Les demandes d'emploi non satisfaites passent de 71 500 en 1931 à 544 600 en 1935 et 509 000 au début de 1936, c'est-à-dire qu'elles sont multipliées par sept ou huit. Mais ce n'est là qu'une évaluation très imparfaite et fortement sous-estimée. Le recensement de 1936 donne un chiffre de 823 000 personnes se déclarant chômeurs.

Outre ce chômage total, il existe un chômage partiel considérable. En 1935, l'enquête mensuelle des inspecteurs du travail qui s'applique aux seuls établissements de plus de 100 salariés (soit 2,2 millions de personnes au total) indique que cet effectif est touché à raison de 50 % par le chômage partiel. Nous ne disposons d'aucune indication pour les établissements plus petits.

Mais se borner à ces seules statistiques c'est négliger tout un aspect de la réalité. En effet la comparaison entre les recensements de 1931 et 1936 met en évidence une diminution de la population active de plus de 2,5 millions de personnes (alors qu'on dépassait les 21 millions en 1931 on est descendu à 18,5 millions en 1936). Cette réduction massive de l'emploi est attestée par l'enquête mensuelle des inspecteurs du travail, toujours dans les établissements de plus de 100 salariés. Si l'on considère les effectifs à la base 100 en 1931, ils passent à l'indice 73,5 en 1935 et 72,5 en mars 1936. C'est-à-dire que dans ces « grands » établissements plus du quart de la main-d'œuvre employée a disparu en l'espace de quatre ans.

Outre le chômage total dont nous avons déjà parlé (plus de 800 000), cette chute des effectifs est à mettre en rapport avec deux phénomènes :

- le retour de nombreux migrants dans leur pays de 1931 à 1936, alors que l'on recense 520 000 entrées, les sorties sont de l'ordre de 1 120 000, soit un solde négatif de 600 000 personnes ;
- il faut tenir compte aussi des suites de la dénatalité due à la guerre de 1914-1918 entraînant une réduction des jeunes qui arrivent à l'âge du travail, de l'ordre d'environ 600 000 personnes.

- Si l'on se fie aux statistiques la répartition des chômeurs recensés est très inégale ; pratiquement la moitié sont localisés dans la seule région parisienne. Par ailleurs ce sont surtout les non qualifiés qui sont atteints, les entreprises hésitant à se séparer des travailleurs qualifiés. Contrairement à la situation que nous connaissons aujourd'hui les jeunes sont moins

La politique économique du gouvernement de Front populaire (1936-1938)

Les politiques économiques des gouvernements de gauche n'ont pas bonne presse en France. Celle du gouvernement de Front populaire a notamment été l'objet de nombreuses controverses. Après avoir précisé le contexte dans lequel elle se situe, nous examinerons les éléments du programme économique, les conditions de leur mise en œuvre et nous tenterons une évaluation des résultats.

1 Une situation de l'emploi très dégradée

- Dans le domaine du chômage la situation n'a cessé de se dégrader depuis 1931, sans atteindre toutefois les chiffres consi-

touchés que les travailleurs plus âgés : les moins de 20 ans qui représentent plus de 16 % des salariés, ne figurent que pour 5,7 % dans les statistiques de chômage ; tandis que les plus de 50 ans (17 % des salariés) fournissent 32 % des demandeurs d'emploi. Cette situation ne sera pas sans influence sur la suite des événements.

2 Une machine économique qui tourne au ralenti

Les divers moteurs possibles de la machine économique tendent à s'essouffler.

■ Considérons d'abord la *consommation* en utilisant les statistiques dont nous disposons. De 1930 à 1935, le salaire hebdomadaire du métal parisien diminue d'environ 10 % ; mais dans le même temps les prix baissent de 20 %, c'est-à-dire que pour l'ouvrier qui ne connaît pas de chômage partiel le pouvoir d'achat s'est amélioré. Mais ce qui est valable pour le métal parisien ne l'est sans doute pas pour l'ensemble des travailleurs français ; un rapport d'un maître des requêtes au Conseil d'Etat indique que le salaire moyen de l'ouvrière piqueuse dans le textile a diminué de moitié en cinq ans. Enfin il faut tenir compte du chômage total et du chômage partiel. Effectuant un calcul très approché tenant compte de divers phénomènes. J. Lhomme estime que « la masse globale du pouvoir d'achat des ouvriers français » a dû baisser de 15 % entre 1930 et 1935⁽¹⁾. L'amputation de 10 % des rémunérations des fonctionnaires à partir de 1935 (politique de déflation de Laval) n'est pas faite pour améliorer la situation de la consommation.

La baisse de la consommation n'est nullement relayée par l'*investissement* : dans l'ensemble de l'industrie l'âge moyen des machines est de vingt ans contre sept en Allemagne et quatre au Japon. Quand les ingénieurs de l'Etat font au Havre en 1937 l'inventaire de l'usine Schneider qui doit être nationalisée, ils trouvent le matériel vétuste à 80 %. Depuis 1933

les compagnies de Chemin de fer n'ont pas commandé un seul wagon.

■ Le salut peut-il venir du commerce extérieur ? Les exportations sont-elles en mesure de relancer la production ? En aucune façon ! En effet la France a voulu, coûte que coûte, maintenir la valeur du franc-or, tandis que la Grande-Bretagne et les Etats-Unis procédaient à des dévaluations, si bien que les prix français sont très au-dessus des prix étrangers ce qui entraîne nos ventes à l'extérieur. La politique du gouvernement Laval qui tente de faire baisser les prix en réduisant le traitement des fonctionnaires, les loyers, les prix du gaz et de l'électricité, certaines dettes privées et en incitant les entreprises à réduire la part des salaires aura l'effet inverse de celui qui était escompté : d'août 1935 à mai 1936 les prix augmentent de 9 %.

■ Reste évidemment la possibilité d'utiliser le *budget* pour relancer la production. La politique des divers gouvernements qui se succèdent depuis 1931 ne va nullement dans ce sens. Dans un premier temps les dépenses de l'Etat demeurent inchangées et comme, suite à la baisse de la production, les rentrées fiscales diminuent, on a recours, pour couvrir le déficit, aux excédents accumulés par le Trésor. Lorsque ceux-ci sont épuisés on emprunte d'où accroissement des intérêts de la dette (début 1936 la dette absorbe 23 % du budget). La politique de déflation de Laval (1935) consiste à pratiquer des coupes sombres dans les dépenses budgétaires : « on pensait que si le Trésor cessait d'effectuer des ponctions sur l'épargne, la confiance dans le franc se rétablirait, que des rentrées de capitaux se produiraient et que la baisse des taux d'intérêt en résultant permettrait une reprise des investissements (2) » entraînant celle de toute la production. En réalité c'est l'échec sur toute la ligne : malgré toutes les coupes sombres le budget est en déficit de 20 %, le Trésor doit emprunter 20 milliards et l'or s'en va : la diminution de l'encaisse-or est de 18 milliards entre avril 1935 et avril 1936.

■ Compte-tenu de tout ceci la production industrielle (indice 100 en 1928) baisse à l'indice 76 en mai 1935 ; elle va toutefois remonter pour atteindre l'indice 88 en avril 1936 ; cette sensible reprise s'explique par un double phénomène : la reconstitution

⁽¹⁾ « Le pouvoir d'achat de l'ouvrier français (1840-1940) in « Le Mouvement social », n° 63, avril-juin 1968.

⁽²⁾ J. M. Jeanneney « La politique économique de Léon Blum » in ouvrage collectif et « Léon Blum chef du gouvernement », A. Colin, 1967, p. 209.

des stocks des industriels qui craignent une élévation prochaine des prix, la hausse des prix agricoles qui procure aux paysans des revenus supplémentaires.

Telle est donc la situation au moment où le gouvernement Blum entre en fonction : le seul point positif est la remontée fragile, qui accroît les prix et par conséquent la difficulté d'exporter.

3 L'axe central de la politique économique de Léon Blum

■ L'idée centrale de la politique économique du gouvernement qui arrive au pouvoir le 4 juin 1936 est d'accroître *la demande* solvable. P. Mendès-France parle à ce sujet d'un « ensemble de mesures considérables visant à mettre un terme à la politique de déflation, à reconstituer la demande qui s'était effondrée au cours des cinq années précédentes (3) ».

En réalité si ces mesures figuraient pour une bonne part dans le programme du rassemblement populaire, leur rapidité et leur intensité de mise en œuvre vont être impulsées par le mouvement de grève avec occupation qui se développe en mai-juin 1936.

L'accord Matignon signé le 7 juin prévoit des augmentations de salaire différencierées : 15 % pour les plus bas, 7 % pour les plus hauts. La loi sur les 40 heures (21 juin) vise à la fois à résorber le chômage et à accroître la consommation. En effet le réemploi des chômeurs doit permettre d'en faire des consommateurs normaux, tandis que les autres salariés ne doivent pas voir diminuer leur pouvoir d'achat du fait de la loi, celle-ci ne pouvant être « une cause déterminante de la réduction de la rémunération ouvrière ». La loi sur les 15 jours payés peut aussi, d'un certain point de vue, être considérée comme un élément capable de stimuler un peu la consommation. Mais les ouvriers ne sont pas seuls concernés : les prélevements opérés en 1935 sur les traitements des fonctionnaires sont réduits et les modalités antérieures d'avancement sont rétablies. Les paysans ne sont pas oubliés : le commerce du blé est transféré le 15 août 1936 à des coopératives placées

(3) In « Léon Blum chef de gouvernement » *op. cit.*, p. 235.

sous l'autorité d'un office national interprofessionnel des céréales (ONIC) contrôlé lui-même étroitement par l'Etat. On entend ainsi mettre fin aux profits spéculatifs tirés des amples variations des cours survenant d'un mois sur l'autre, mais dans le même temps on vise à améliorer le pouvoir d'achat des agriculteurs, la hausse du prix du blé est de l'ordre de 50 % par rapport à mai 1936, de 100 % par rapport à juillet 1935.

■ Traitant en 1937 de « l'expérience Blum », R. Mossé écrit : « L'idée générale est de provoquer l'augmentation de la demande des consommateurs nécessaire à l'écoulement de biens abondants et à la pleine utilisation de la capacité de production. Pour cela il faut augmenter les salaires d'abord. Sans doute est-il exact que l'augmentation des salaires est un transfert de pouvoir d'achat, mais il faut comparer l'emploi fait antérieurement par les capitalistes ou entrepreneurs et l'emploi que feront les salariés. Les premiers thésaurisent, épargnent, investissent et accroissent un appareil productif déjà énorme ; les seconds, au contraire s'empressent de dépenser, de consommer pour satisfaire leurs besoins immédiats. Par suite, l'argent se met à circuler plus rapidement, il vient alimenter les mille canaux de la vie économique et lui redonne vigueur et santé. » Mais suffit-il de relancer la demande intérieure ?

4 La question de la dévaluation

■ La déflation de 1935 ayant échoué, comment rétablir un certain équilibre entre prix français et prix étrangers si ce n'est par une dévaluation ? Or celle-ci n'interviendra que fin septembre c'est-à-dire quatre mois après l'entrée en fonction du gouvernement Blum. Un certain nombre d'économistes et notamment P. Mendès-France considèrent qu'une telle mesure aurait dû précéder toutes les autres. Mais le gouvernement en ce domaine n'a pas les mains libres et ceci pour deux raisons. Tout d'abord beaucoup de gens de gauche partagent les convictions et les peurs de la majorité des Français concernant ce qu'on appelle alors les « manipulations monétaires ». Le slogan est « ni dévaluation, ni déflation ». Le parti radical et le PCF sont hostiles à une telle mesure et au sein du parti socialiste elle n'aurait sans doute pas rencontré au départ une majorité. La droite et la grande presse jouent d'ailleurs de la peur qu'ont

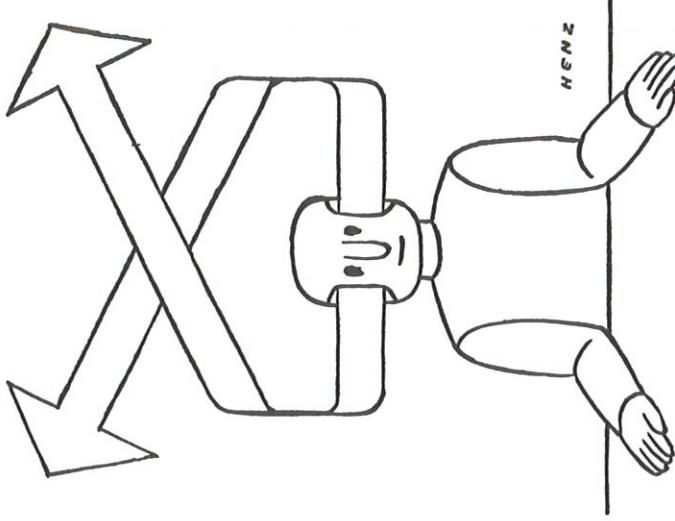
les classes moyennes de voir compromettre la stabilité de la monnaie et dans la mesure où le Front populaire cherche à se rallier ces classes et à les détourner du fascisme il ne peut dès l'abord remettre en cause la valeur du franc.

■ Mais sur le plan extérieur il existe aussi des contraintes. Face au nazisme et au fascisme, L. Blum entend s'appuyer sur l'Angleterre ; or celle-ci ne veut pas d'une dévaluation française trop rapide et trop profonde, car la France entraînerait alors avec elle les pays du « bloc-or », ce qui susciterait pour le commerce mondial britannique des conséquences embarrasantes. Des conversations s'engagent 15 jours après la constitution du gouvernement avec les USA et l'Angleterre et le 25 septembre 1936 une déclaration conjointe des trois gouvernements annonce l'abandon de la parité-or du franc. Le taux de dévaluation est compris entre 25 et 34 %. Un fonds de stabilisation des changes est créé ; les possesseurs d'or sont tenus de les livrer à la Banque de France à l'ancien tarif.

Malgré son taux semble-t-il trop bas, la dévaluation donne un certain coup de fouet aux exportations (+ 16 % en volume de septembre à février) mais dans le même temps les importations croissent de 35 % d'où une aggravation du déficit commercial. Mais la dévaluation se révèle incapable de renverser le mouvement des capitaux flottants, de cette « hot-money » qui jouait un rôle si important entre les deux guerres. Avant la dévaluation au mois de septembre, la Banque de France perd de 600 à 800 millions d'or chaque semaine. Au lendemain même de la dévaluation on observe quelques rentrees, mais rapidement le mouvement s'inverse. S. Nora explique que « le contexte politique du gouvernement ne provoquait pas le désir de retour des capitaux » ; c'est-à-dire qu'en fait le « mur d'argent » joue contre le gouvernement de Front populaire et ceci d'autant plus que celui-ci se refuse à instaurer le contrôle des changes.

Le programme du rassemblement populaire prévoyait « le contrôle des sorties de capitaux et la répression de leur éviction des biens dissimulés à l'étranger ou leur contre-valeur en France ». Mais, envisagé par les communistes, le contrôle des changes est refusé par les radicaux qui le considèrent comme une mesure autoritaire attenant à la vie privée et mettant en cause la démocratie (ce contrôle n'a-t-il pas été instauré par Hitler et Mussolini ?). Les socialistes n'y semblent guère favorables non plus et préfèrent jouer la carte de la confiance qui se révélera un jeu de dupes !

■ Au New-Deal de Roosevelt, Léon Blum emprunte non seulement sa politique de relance par la consommation, mais aussi l'idée d'une politique de grands travaux. Le 4 août 1937 une loi autorise le gouvernement à faire exécuter des travaux visant à combattre et à prévenir le chômage ; le 8 septembre un décret prescrit leur mise en œuvre par les ministres de l'Agriculture et de l'Education nationale.



Le financement de ces travaux doit être trouvé dans la « thé-saurisation locale » ; on estime qu'une quantité considérable de fonds est stérilisée par thésaurisation (30 à 40 milliards). Le parti socialiste considère qu'un « choc psychologique », l'espoir d'un redressement de l'économie peut dégeler ces sommes mises en réserve et permettre de les réinjecter dans le circuit

5 Budget et politique économique

économique (4). A partir du 10 juillet sont émis des bons du Trésor sous forme de petites coupures à échéance très courte destinées à attirer les ressources des petits épargnants, 4 milliards de ces bons seront souscrits en deux mois et demi. Mais pour rassurer l'épargnant il faut proscrire les luttes sociales, ne pas bouleverser « l'ordre social » et le gouvernement va se trouver ainsi prisonnier d'une logique capitaliste.

La « confiance » des épargnants est d'autant plus difficile à obtenir qu'en matière budgétaire le gouvernement n'est pas orthodoxe. Sa volonté de relance de l'économie s'exprime en effet par le déficit budgétaire ; les dépenses publiques doivent avoir un rôle moteur et le budget de 1937 comporte à côté d'un budget ordinaire déjà en déséquilibre un budget extraordinaire de 16,5 milliards (soit le tiers du budget ordinaire) visant à financer 5 milliards de grands travaux et 9,5 milliards de fabrications pour la défense nationale.

6 La relance de la production stoppée

Quel est l'impact de cet ensemble de mesures ? Celles prises dès juin, et qui concernent essentiellement la relance par la consommation, n'ont pas d'effets immédiats : l'indice de la production industrielle qui atteignait 87 en mai n'est plus en septembre qu'à 81, il est vrai qu'il est difficile de porter un jugement sur une période aussi brève troublée par les grèves de juin et leurs séquelles, d'autant plus que c'est durant cet été que sont pris les premiers congés payés.

A partir d'octobre l'ensemble des mesures est adopté (consommation accrue, dévaluation, début des grands travaux) et l'on assiste d'octobre à mars à un renouveau de l'activité économique : la production industrielle passe de 81 en septembre 1936 à 94 en mars 1937 soit en six mois une progression de 16 %.

Mais il faut rapidement déchanter : à partir d'avril 1937 s'amorce une nouvelle baisse de la production (en juin on est à l'indice 89) et il faudra attendre l'automne pour voir une sensible reprise qui sera de courte durée ; le début de l'année 1938 est marqué par une nouvelle dépression et lorsque se termine officiellement le Front populaire (second cabinet Blum qui fait

7 Les quarante heures ou la mauvaise volonté patronale

■ Le programme du rassemblement populaire ne mentionne pas les « 40 heures », il fait seulement état de la réduction de la semaine de travail sans réduction du salaire hebdomadaire. Les socialistes ont la même position et J. Moch (6) envisage même des applications différentes selon les branches en fonction de leurs besoins et de leurs difficultés particulières. Seul le PCF mentionne explicitement les « 40 heures » et c'est la pression du mouvement gréviste qui imposera une telle mesure, considérée par les travailleurs comme le moyen essentiel pour remédier au chômage.

Il faut par ailleurs éviter le raisonnement simpliste consistant à dire que le passage de la semaine de 48 à 40 heures plus les 15 jours de congés payés, cela équivaut à une réduction brutale de la durée annuelle de 20,4 % (soit en termes d'aujourd'hui le passage de 41,5 h, moyenne d'avril 1977, à 33 heures). Un tel raisonnement serait valable si en 1936 tous les salariés travaillaient effectivement 48 heures par semaine. Or il n'en est rien. A. Sauvy cite en mai 1936 le chiffre de 45,7 h pour les établisse-

(4) M. Margairaz « Les socialistes face à l'économie et à la société en juin 36 » in « Le Mouvement social », n° 93, oct.-déc. 1975.

(5) « Histoire économique de la France entre les deux guerres », tome II (1931-39), Fayard 1967.

(6) « Le Front populaire (grande espérance) », Librairie Perrin, 1971, 408 p.

ments de plus de 100 salariés (27 % de la main-d'œuvre), mais qu'en est-il dans les établissements plus petits ? Les experts socialistes sont persuadés que les horaires sont bien plus faibles dans les petites entreprises et J. Moch affirme que 85 % de la main-d'œuvre travaillait au plus 44 heures par semaine et souvent beaucoup moins. A. Sauvy est d'un avis opposé : les statistiques dont on dispose ne permettent pas de trancher.

- Peut-on par ailleurs affirmer que l'introduction de cette mesure « brise net » la reprise ? La mise en application a fait l'objet de décrets, pour chaque branche, pris à des dates différentes. Dans les mines la mesure est appliquée à partir du 1^{er} novembre 1936, or la progression de la production va se poursuivre jusqu'en mars 1938 où elle atteindra son maximum ; dans la métallurgie la mesure débute en décembre 1936, la production culmine en mai-juin. Certes on peut trouver des branches où la coïncidence entre les deux phénomènes semble plus nette (textile, bâtiment) ; mais il en est aussi où le recul de la production précède la mise en vigueur de la mesure ; c'est le cas de la chimie. Il semble donc aventureux de lier absolument le plafonnement de la production et la mise en œuvre de la réduction de la durée du travail ; comme il est exagéré de tenter par des calculs fondés sur des statistiques contestables de prouver que les 40 heures entraînaient toute possibilité d'une relance effective de la production. Les chiffres ne parviennent pas à rendre compte de phénomènes comme « l'extraordinaire sous-production qui accompagne toujours une économie en sous-emploi (7) », de même qu'ils négligent le fait que la réduction même de la fatigue ouvrière engendre un accroissement de productivité.

- Que l'application rapide des 40 heures ait pu créer certains goulets d'étranglement en ce qui concerne les qualifiés dans les petites entreprises, nul ne songe à le nier, mais de là à en faire la cause essentielle de l'échec économique du Front populaire il y a un pas qu'on ne saurait franchir. D'autant plus que c'est oublier un phénomène central, que souligne A. Prost (8). Dans le « cadre réformiste » où s'est placé

(7) Mendès-France, *op. cit.*, p. 237.
(8) « De la République menacée à la Libération » in « Histoire du Peuple français », Nouvelle librairie de France 1967, p. 417.

le gouvernement de Front populaire, « la relance de l'économie dépendait en grande partie de l'initiative privée ». Or les patrons vivent dans la hantise d'une socialisation définitive. Pourquoi dans ces conditions renouveler l'outilage ou développer la production ? Il est certain que la réussite d'une mesure comme les 40 heures nécessitait d'être couplée avec un effort d'investissement dans les entreprises, effort qui ne fut pas réalisé. Par ailleurs les patrons qui ont subi une défaite lors des grèves de mai-juin saisissent toutes les occasions d'éliminer les responsables syndicaux qui ont joué un rôle lors des grèves, d'où un climat dans les entreprises qui n'est nullement favorable à un accroissement de la production. L'anarchie dont se plaignent les patrons, ce sont eux pour une bonne part qui contribuent à l'entretenir. Le Bulletin quotidien du Comité des Forges reflète bien cette attitude patronale lorsqu'il écrit : « La recherche du profit n'a pas plus de raison de jouer dans une société en proie à l'anarchie que la recherche de la nourriture chez un organisme qui tremble de fièvre. »

8 Le handicap dû à l'absence de réforme de structures

■ Le gouvernement de Front populaire est d'autant plus désarmé devant la mauvaise volonté patronale que contrairement à ce qu'espéraient les socialistes, il ne dispose pas d'un secteur public important. En effet sous la pression des radicaux et des communistes le programme du Rassemblement populaire n'a retenu que la nationalisation des industries de guerre et la transformation du statut de la Banque de France. Seules certaines industries d'armement et l'aéronautique sont effectivement nationalisées. Dans le domaine aéronautique une telle mesure va se révéler efficace : de 1936 à 1939, la capacité de production est multipliée par quatre, les effectifs ouvriers par trois, toutefois le retard pris par rapport à l'Allemagne ne pourra être comblé.

Privé de ce levier dans toutes les autres industries, le gouvernement ne peut imposer une politique d'embauche. Et l'on voit se développer des polémiques : par exemple les journaux de gauche fin 1936 reprochent aux Compagnies de chemin de fer (elles ne seront nationalisées qu'en 1937, sous le cabinet Chautemps) de ne pas recruter des chômeurs mais de puiser

dans les réserves de main-d'œuvre rurale sous-employée, dans le but de « priver le Gouvernement du bénéfice de la réduction du chômage. » J. Moch interpellé les Compagnies minières, « Oui ou non, les mines refusent-elles de reprendre d'anciens mineurs simplement parce qu'ils sont âgés de plus de 40 ans ? » ; il subodore derrière cette manœuvre la volonté d'éjecter des « fortes têtes »...

■ Le résultat de tout ceci c'est que malgré une progression de l'emploi (7,8 % de hausse des effectifs des établissements de plus de 100 salariés d'octobre 1936 à octobre 1937, le chômage ne régresse que faiblement, au maximum de 18 % selon les calculs de J.-C. Asselin (9)). Mais l'absence de réformes de structure va jouer aussi dans le domaine des prix. A ceux qui faisaient valoir le risque d'une forte hausse des coûts consécutive aux augmentations de salaire, à la réduction de la durée du travail... les responsables socialistes objectaient que ceci serait compensé par l'accroissement du débit productif réduisant les coûts unitaires, une certaine détente fiscale, mais aussi par les effets de la nationalisation du crédit et des industries-clés. L'absence de telles mesures ne va évidemment pas faciliter les choses d'autant plus que vont se faire sentir les effets de la dévaluation qui renchérit les produits importés, les effets aussi de l'accroissement des dépenses militaires, dépenses inflationnistes par nature.

Durant les deux années du gouvernement de Front populaire, la hausse des prix est de l'ordre de 46 %, ce qui annule pratiquement les hausses de salaires obtenues au cours de la période. Sans doute le chômage total et le chômage partiel ont vu leur situation s'améliorer nettement, mais pour l'ouvrier au travail en 1936, il n'y a pratiquement pas eu d'amélioration du pouvoir d'achat, ceci étant surtout évident pour les salariés provinciaux. Pour lutter contre la hausse des prix on crée le 19 août 1936 un comité national et des comités départementaux de contrôle des prix ayant pour but de réprimer les hausses non justifiées, mais faute de documentation et d'expérience ces comités seront incapables de prendre des décisions rationnelles et leur action restera fort limitée.

9 Les contradictions d'une politique

Privé d'un secteur public suffisamment étoffé pour mettre en œuvre sa politique et par conséquent obligé de compter sur la bonne volonté des patrons privés, bonne volonté qui n'est pas évidente, le gouvernement refuse en outre de s'appuyer sur les luttes sociales pour imposer sa volonté au patronat. Il est partisan de la non-intervention sur le terrain des affrontements de classe. Les conflits lui apparaissent plutôt comme une gêne dans la mesure où ils risquent d'effrayer les épargnans, de repousser vers la droite les classes moyennes, compromettant ainsi les efforts pour refouler le fascisme intérieur ; c'est dans cette optique qu'il faut comprendre la loi sur l'arbitrage obligatoire des conflits. Il ne faut pas oublier non plus que joue la menace de la guerre extérieure.

Mais ce faisant la politique ne peut qu'être contradictoire. Peut-on se présenter à la fois comme le « gérant loyal du capitalisme » et s'efforcer de tout mettre en œuvre pour améliorer la situation des travailleurs (durée du travail, congés, délégués du personnel, conventions collectives...). Comme l'écrivait en juin 1937 le Comité de vigilance des intellectuels antifascistes :

« Gouverner pour le prolétariat et les classes moyennes contre les puissances d'argent, c'était une partie difficile à jouer. Mais gouverner pour le prolétariat, les classes moyennes et les trusts à la fois, c'était une gageure impossible à tenir. » Ces contradictions sont particulièrement nettes dans le domaine monétaire. Nous avons déjà signalé le refus du gouvernement d'instituer un contrôle des changes. En outre lorsque certaines mesures prises risquent d'effaroucher les détenteurs de capitaux l'on revient en arrière. La loi monétaire du 1^{er} octobre 1936 interdit toute négociation privée sur l'or, rend obligatoire la déclaration de toute quantité supérieure à 200 g, avec possibilité soit de les céder au Fonds de stabilisation des changes au taux officiel, soit de les conserver en versant au Trésor une somme égale à la plus-value. Or cinq mois plus tard, en février 1937, Léon Blum annonce une « pause » visant à amadouer les capitalistes : les détenteurs qui ont enfreint la loi monétaire pourront vendre leur or au cours du jour auprès de la Banque de France sans justification d'identité — le 10 mars la liberté des négociations privées sur l'or est rétablie — auprès du Fonds de stabilisation des changes est créée une commission de gestion avec des « experts » dont l'orientation libérale est affirmée, tel J. Rueff.

(9) « La semaine de 40 heures, le chômage et l'emploi » in « Le Mouvement social », n° 54, consacré au Front populaire, janv.-mars 1966.

BILAN ET PERSPECTIVES

A travers cet exemple on saisit combien le gouvernement de Léon Blum refusant d'affronter ces « puissantes forces » qui, à travers les cartels, les banques, les trusts..., dirigent l'économie, se trouve en fait amené à faire leur politique.

Contraint à la démission en juin 1937, il tentera bien en avril 1938 de revenir au pouvoir avec un programme plus sévère : amorce de contrôle des changes, impôt exceptionnel sur le capital, aggravation des impôts sur le revenu et les successions, mais le Sénat lui refusera la confiance. Ce qui aurait été possible en juin 1936 à l'heure où le patronat tremblait ne l'était plus deux ans plus tard.

Michel BRONCIARD